



PRINCIPAUX INDICATEURS

Population : plus de 90 millions d'habitants
PIB : 53 958,57 Mds USD en 2021
Taux de croissance : 4,9% en 2021
Taux d'inflation : 11,3% en 2020 et 9,45 % en 2021
Exportations de la France vers la RDC : 107 millions £ en 2018
Importations françaises : 19 millions £ en 2018
Position de la France : 112^{ème} fournisseur de la RDC et son 130^{ème} client
TVA : 16%
Impôt sur les sociétés : 30%
IDE 1 498,08 MDS DE USD (2020)



PRÉSENTATION SOCIO-ECONOMIQUE DE LA RD CONGO

Située en plein centre de l'Afrique avec ses 2 345 000 km² de superficie, la République Démocratique du Congo (RDC), est le deuxième grand pays d'Afrique après l'Algérie et le 11^{ème} plus grand au monde. Il se caractérise par (i) sa richesse en ressources exceptionnelles (forêts, mines, ressources hydriques, biodiversité, énergie), (ii) le partage de sa frontière avec neuf pays : le Soudan du sud et la République centrafricaine au nord, l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et la Tanzanie à l'est, la Zambie et l'Angola au sud et enfin la République du Congo à l'ouest, (iii) sa forte croissance démographique (3,2% par an). La RDC est le troisième pays le plus peuplé du continent avec 92,3 Mns d'habitants, caractérisée par sa jeunesse (près de 70% de la population a moins de 25 ans), et son caractère encore majoritairement rural (56%) malgré une croissance très dynamique en zone urbaine (+4,5% en 2018). La taille gigantesque du pays le place donc dans une situation contradictoire, avec d'importantes richesses en ressources naturelles, mais une grande difficulté à contrôler un territoire aussi vaste avec très peu de moyens et des infrastructures structurellement défectueuses, notamment en matière de transport.

Avec plus de 90 millions d'habitants, la RDC reste un marché important en Afrique subsaharienne, son appartenance à plusieurs marchés sous régionaux (SADC, COMESA, CEEAC, CEPGL, CIRGL, ZLECAF et récemment EAC) élargissant ce marché à 200 millions de consommateurs. Cependant, deux goulots d'étranglement brident la croissance à savoir : infrastructures et électricité.

LES TENDANCES DE L'ÉCONOMIE

1^o producteur de cuivre en Afrique; 1^o producteur mondial de cobalt ; importantes réserves de lithium et d'or. Le secteur minier contribue pour 2/3 de la croissance du pays et 90% des exportations congolaises sont des minéraux (cuivre et cobalt)

L'économie congolaise s'est tout de même montrée résiliente face aux effets redoutés de Covid19. La croissance du PIB réel s'est située à 1,7% contre 4,4% réalisé en 2019 alors que la Banque mondiale prévoyait une récession de -2,2%. En 2021, l'économie a progressé de 4,9 %, principalement en raison d'un coup de pouce dans le secteur minier après un ralentissement de l'activité provoqué par la pandémie l'année précédente. Au cours de la même période, les prix des produits de base et des exportations minières ont augmenté avec le redémarrage de la demande mondiale. En 2022 et 2023, l'exploitation minière devrait rester le principal contributeur à la croissance du pays, le PIB devant atteindre respectivement 5,6 % et 6,6 %.

Les indicateurs économiques

Indicateurs de croissance	2019	2020	2021 (e)	2022 (e)	2023 (e)
PIB (milliards USD)	50,40	48,71	54,83	59,25	64,30
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	4,4	1,7e	4,9	5,6	6,6
PIB par habitant (USD)	581	544e	594	622	655
Endettement de l'État (en % du PIB)	15,0	15,2e	11,9	10,1	8,3
Taux d'inflation (%)	4,7	11,4e	9,0	6,4	6,1
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-1,62	-1,10e	-1,14	-1,09	-0,98
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-3,2	-2,2	-2,1	-1,8	-1,5

Source : FMI - World Economic Outlook Database, October 2021

Note : (e) Donnée estimée

Les principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	64,3	9,8	25,9
Valeur ajoutée (en % du PIB)	20,3	41,0	35,6
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	2,0	2,8	-0,5

Source : Banque Mondiale

Indicateurs monétaires	2016	2017	2018	2019	2020
Franc congolais (CDF) - Taux de change annuel moyen pour 1 USD	1.010,30	1.464,42	1.622,52	1.647,80	1.851,12

Source : Banque Mondiale

Les chiffres du commerce international

Indicateurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Importations de biens (millions USD)	4.800	4.900	7.930	8.825	6.663
Exportations de biens (millions USD)	5.400	7.900	20.004	13.382	14.122
Importations de services (millions USD)	n/a	1.779	2.665	2.132	2.496
Exportations de services (millions USD)	n/a	59	89	126	115
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	-3,7	9,7	4,7	-1,0	1,5
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	-0,9	7,3	14,2	1,6	2,8
Importations de biens et services (en % du PIB)	32,0	39,0	38,0	33,1	33,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	24,0	35,3	34,3	30,1	31,9
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-263	208	994	400	1.923
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-2.225	-1.406	-1.693	-1.719	-624
Commerce extérieur (en % du PIB)	55,9	74,3	72,3	63,2	65,4

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale

LES ÉCHANGES COMMERCIAUX FRANCO-CONGOLAIS

Les exportations vers la RDC ont fortement progressé dans le début des années 2000, en passant de 20 M€ (2000) jusqu'à un pic de 244 M€ en 2015. Depuis lors, elles se sont régulièrement contractées (237 M€ en 2016, 128 M€ en 2017 et 107 M€ en 2018) du fait de la contraction de la demande congolaise et de la montée en puissance des importations chinoises et des autres pays émergents (Afrique du sud et Inde).

La RD Congo n'occupe qu'un rang modeste dans le commerce extérieur de la France. Elle n'est que le 112ème client de la France et son 130ème fournisseur. Les principaux postes d'exportations vers la RD Congo sont : les produits des industries agroalimentaires (31 M€ contre 28 M€ en 2017), les produits pharmaceutiques, en réduction régulière sous la pression des produits indiens (13 M€ en 2018, contre 34 M€ en 2017 et 99 M€ en 2016) ; les machines industrielles pour l'extraction et la construction (21 M€ +12%).

Les importations françaises depuis la RDC ont progressé (19 M€ contre 15,3 M€ en 2017 soit +30%) : le bois (1 M€ +36% /2017) et les produits de la sylviculture (6 M€, stable). Le solde commercial de la France, même s'il s'érode demeure positif (+ 87 M€ en 2018)

Évolution récente en A17 et A38 - euros

Évolution récente en A17 et A38 - euros Source : Douanes	Exportations FAB			Importations CAF			Solde	
	2020	2021	Évolution %	2020	2021	évolution %	2020	2021
Ensemble	142 220 199	148 363 299	4,3	58 306 260	123 056 068	111,1	83 913 939	25 307 231
Produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture	13 000 090	5 804 461	-55,4	10 416 882	12 835 990	23,2	2 583 208	-7 031 529
Hydrocarbures naturels, autres produits des industries extractives, électricité, déchets	140 627	198 866	41,4	13 797	25 730	86,5	126 830	173 136
Hydrocarbures naturels et autres produits des industries extractives	107 920	156 593	45,1	13 206	25 193	90,8	94 714	131 400
Électricité et gaz manufacturé	0	0		0	0		0	0
Déchets industriels et ménagers	32 707	42 273	29,2	591	537	-9,1	32 116	41 736
Produits des industries agroalimentaires (IAA)	37 581 636	45 036 754	19,8	874 381	1 505 878	72,2	36 707 255	43 530 876
Produits pétroliers raffinés et coke	929 796	645 374	-30,6	439	0	-100,0	929 357	645 374
Équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique	32 775 160	33 895 847	3,4	192 421	376 482	95,7	32 582 739	33 519 365
Produits informatiques, électroniques et optiques	11 606 548	11 455 078	-1,3	121 930	272 328	123,3	11 484 618	11 182 750
Équipements électriques et ménagers	5 630 076	5 595 845	-0,6	45 507	52 009	14,3	5 584 569	5 543 836
Machines industrielles et agricoles, machines diverses	15 538 536	16 844 924	8,4	24 984	52 145	108,7	15 513 552	16 792 779
Matériels de transport	3 750 614	4 285 992	14,3	107 550	39 359	-63,4	3 643 064	4 246 633
Autres produits industriels	53 690 513	58 222 137	8,4	46 583 703	108 054	132,0	7 106 810	-49 832

I RD CONGO I

					413			276
Textiles, habillement, cuir et chaussures	940 564	1 125 274	19,6	38 962	19 976	-48,7	901 602	1 105 298
Bois, papier et carton	1 007 024	1 977 652	96,4	2 080 973	2 588 922	24,4	-1 073 949	-611 270
Produits chimiques, parfums et cosmétiques	12 479 882	19 595 652	57,0	180 657	165 011	-8,7	12 299 225	19 430 641
Produits pharmaceutiques	29 828 306	22 350 303	-25,1	11 895	23 430	97,0	29 816 411	22 326 873
Produits en caoutchouc et en plastique, produits minéraux divers	1 990 073	1 243 925	-37,5	2 293	9 682	322,2	1 987 780	1 234 243
Produits métallurgiques et métalliques	3 018 825	4 746 670	57,2	43 812 595	105 069 163	139,8	-40 793 770	#####
Produits manufacturés divers	4 425 839	7 182 661	62,3	456 328	178 229	-60,9	3 969 511	7 004 432
Produits divers	351 763	273 868	-22,1	117 087	218 216	86,4	234 676	55 652
Produits de l'édition et de la communication	351 763	273 868	-22,1	246	1 430	481,3	351 517	272 438
Plans et dessins techniques ; plaques et films photographiques exposés	0	0		0	0		0	0
Objets d'art, d'antiquité et de collection	0	0		116 841	216 786	85,5	-116 841	-216 786

Source : Douanes

Commentaire : les exportations françaises à destination de la RDC augmentent progressivement depuis quelques années. Cette progression des exportations vers la RDC est principalement portée par les produits des industries agroalimentaires. Par ailleurs, depuis 2021, le niveau de nos importations connaît un nouveau bond. Mais la France reste un client marginal, représentant moins de 1 % des exportations congolaises (contre plus de 50 % pour la Chine, qui capte une majorité des matières premières).

LES SECTEURS PORTEURS

ENERGIES

Le fleuve Congo avec son bassin à cheval sur l'Équateur, offre à la RDC un potentiel énergétique exploitable évalué à 100.000 MW, répartis sur 780 sites situés dans 145 territoires et 76.000 villages. Ce potentiel représente environ 37 % du potentiel total africain et près de 6% du potentiel mondial. Bois : 1,250 millions de tonnes, 122 millions ha de forêt équatoriale ; Charbon minéral : 720 millions de tonnes ; 57 milliards de m³ de gaz méthane dissous dans le lac Kivu, ressource partagée avec le Rwanda. En dépit de ce potentiel, l'industrie minière accuse à elle seule un gap de 700MW et a dépensé plus de 600 millions de \$ en 2020 pour l'importation de l'électricité de pays voisins.

A ce jour, sur une capacité installée d'environ 2.516 MW, la capacité de production en fonctionnement est d'environ 1130 MW dont plus de 90% contrôlés par la SNEL qui peine à couvrir les besoins du pays dont le taux de desserte est de 9%. Cette fracture énergétique représente un goulot d'étranglement pour le développement du secteur minier et de l'économie dans son ensemble. La volonté du gouvernement congolais actuel s'est affirmée avec la libéralisation du secteur d'électricité en 2020 ouvrant ainsi le marché dans le domaine de production, transport, et distribution. Un certain nombre d'opérateurs privés se concentrent dans les Zones minières où la demande solvable est bien quantifiée telles que Katanga, Kivu, Kinshasa et Mbuji-Mayi, etc. En plus, la position géostratégique de la RDC (Interconnexions de ses réseaux avec SAPP(Zambie), EAPP(CPGL), PEAC(Brazzaville) permet l'exportation de son électricité dans plusieurs pays c'est la vision que porte le projet du barrage Grand -INGA sur le fleuve Congo à 200 km de Kinshasa.

MINES

Le secteur minier absorbe à lui seul 2/3 des IDE (600 M\$ sur 1Mds\$) en RDC. La RDC est :

1° producteur de cuivre en Afrique (record de plus de 1,6 millions de tonnes de cuivre en 2020 contre 1,4 millions en 2019); la production pourrait augmenter en 2021 avec l'entrée en production plus tôt que prévue de la mine Kamoa-Kakula d'IVANHOE.

1° producteur mondial de cobalt (85 855,6 tonnes en 2020 contre 77 964 tonnes en 2019); Dans le secteur de l'Or, la mine Kibali a réalisé un record de 814 027 onces d'or en 2020 contre 750 000 onces produits en 2019. Le pays dispose aussi d'importantes réserves de lithium, d'or et les minerais de 3T.

Le gouvernement entend accélérer l'exploitation des blocs pétroliers et gaziers dont les appels d'offres viennent d'être lancé au mois de juillet 2022. A moyen et long terme, le potentiel économique de la RDC est énorme avec le développement des batteries à lithium dans l'industrie automobile, et de technologie de pointe. Toutefois l'électricité et les infrastructures constituent le goulot d'étranglement pour ce pays à dimension continentale mais toujours enclavé.

BANQUE, ASSURANCE ET TELECOMMUNICATION

Avec 570 000 lignes téléphoniques au début des années 2000, le télécom affiche un boom ces dix dernières années en RDC, et comptait au premier trimestre 2020 plus de 38 millions d'abonnés pour une population estimée à plus de 90 millions d'habitants. Le marché de la téléphonie reste dominé par 4 quatre opérateurs dont le français Orange deuxième avec 28% des parts de marché GSM, Leader sur le marché data (34% de parts de marché) et mobile money. Ce marché a réalisé le chiffre d'affaires de 1,42 Mds \$ USD en 2019. Aux côtés de ces quatre opérateurs, il existe une dizaine de fournisseurs d'accès internet. Malgré ces progrès très significatifs, le marché de la télécommunication offre encore d'énormes opportunités aujourd'hui car la fracture numérique reste très forte compte tenu de la dimension du pays et de la taille de la population dont 60% soit près de 60 millions de congolais n'ont pas encore accès aux services numériques d'une part et seulement environ 20% du territoire est couvert d'autre part. Le Président Tshisekedi a décidé de numériser les services publics en nommant un ministre du Numérique et pour cela un Plan National du Numérique 2019-2025 a été élaboré en 2019. Quant au secteur financier de la RDC, il est parmi les moins performants du continent africain. Le secteur bancaire est peu profond et le crédit au secteur privé représente moins de 10% du PIB en 2021 (contre 27% pour l'Afrique subsaharienne) reflétant ainsi les nombreuses faiblesses de l'économie et du système politique de la RDC. Ces dernières années, plusieurs initiatives, notamment l'adhésion à l'organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires ainsi que le début du processus d'amélioration des contrôles anti-blanchiment et anticorruption ont renforcé le système financier de la RDC, avec des actifs bancaires passant d'une base très faible de 7% du PIB en 2018 à près de 20% du PIB aujourd'hui. Le secteur de la micro finance et des coopératives qui compte pour moins de 5% de l'encours du secteur financier est paradoxalement positionné sur un segment essentiel tissu économique congolais comme une alternative aux difficultés d'accès au crédit. Cependant, le système reste entravé par un climat des affaires défavorable et une offre de services financiers limités qui ne parvient pas à couvrir la demande. Moins de 10% de la population a un accès bancaire et le vaste territoire de la RDC rend l'intermédiation financière formelle difficile. Par ailleurs, la digitalisation des services financiers est en plein essor, cependant le faible taux de pénétration mobile et internet(38% et 9% respectivement) reste un facteur limitatif à son développement.

INFRASTRUCTURE ET BTP

La RDC d'est un réseau routier national de 152.400 km dont environ 2% seulement revêtus, sans compter 5.033 km de voies ferrées dont 95% ont besoin d'être modernisés ou réhabilités.

Le réseau maritime, naval et lacustre de 16.258 km à baliser, draguer et équiper, 2 ports maritimes internationaux à moderniser ainsi que plusieurs ports intérieurs à équiper et à draguer, routes d'interconnexions des Pôles économiques. S'agissant particulièrement du transport aérien, la RD Congo dispose de 500 pistes d'atterrissage, dont 101 ouvertes à la circulation publique et dont 3 au trafic international (Kinshasa, Lubumbashi et Kisangani). Le secteur du bâtiment et la construction offre un très fort potentiel, on estime à 12 millions le déficit en logements de qualité en RDC. La ville de Kinshasa avec ses 14 millions d'habitants accuse un déficit de 54% en logement décent. Par la promulgation de la loi sur le partenariat public-privé en 2011, le gouvernement affiche clairement sa volonté de

construire et réhabiliter plusieurs infrastructures dont certains sont en cours. Certains corridors de chemin de fer ont été misés afin de faciliter l'évacuation des minerais (particulièrement le chemin de fer Kolwezi-Dilolo dans la province minière de Lualaba) qui débouche vers le port de Lobito en Angola.

CONSEILS POUR UNE ENTREPRISE SOUHAITANT APPROCHER LA R D CONGO

- 1. Bien s'informer et étudier le marché :** la RDC est une superficie équivalente à celle de l'Europe de l'Ouest, 4 grands groupes linguistiques avec des cultures et réalités différentes même si le français reste la langue officielle. Les réalités d'une région peuvent être différentes d'une autre. Le pays souffre encore de son image et de beaucoup de préjugés comme tout pays en proie à de conflits armés, miné par la pauvreté et corruption. Bien s'informer sur le secteur d'activités ainsi que sur la région du pays s'avère nécessaire. N'oubliez pas de vous reposer sur les réseaux français locaux pour concrétiser votre projet.
- 2. Se faire accompagner :** Bien que la RDC ait engagé des réformes pour renforcer la gouvernance de la gestion des ressources naturelles et améliorer le climat des affaires, le pays se classe au 183e rang sur 190 pays dans le rapport *Doing Business 2020*, et les principaux indicateurs de gouvernance restent médiocres. Avec son système fiscal déclaratif et cédulaire, la fiscalité congolaise est parfois très lourde à cause de la parafiscalité d'une part et la lourdeur administrative d'autre part. Pour ne pas se perdre dans tous ces méandres, il vous faut certainement l'accompagnement d'un Pro. Et c'est le rôle de la CCIFC
- 3. Savoir patienter et prendre son temps :** certaines procédures peuvent paraître longues et fastidieuses, il n'est pas surprenant qu'on se voie proposer des raccourcis par certains fonctionnaires ou des avocats, une stratégie qui peut payer dans l'immédiat et se révéler suicidaire dans le long terme. Pour éviter ce piège, il faut prendre son temps et patienter dans ses démarches et surtout se reposer sur les réseaux français locaux.

LA CCI FRANCO CONGOLAISE

La Chambre de Commerce et d'Industrie Franco-Congolaise (CCIFC, en sigle) est une association sans but lucratif qui regroupe en son sein plusieurs entreprises congolaises et françaises. La CCIFC accompagne ces unités de production à leur développement et œuvre pour la promotion des relations d'affaires entre ses membres.

Créée en 1987 de la volonté des opérateurs économiques congolais et français, La CCIFC met son expertise et son expérience au service du corps patronal. De façon séquentielle, de nombreux événements de diverses natures sont organisés en vue de solidifier les entreprises de l'intérieur en les rendant plus performantes et compétitives et de développer leur potentiel international. Depuis plus de 30 ans, cette chambre mixte constitue une porte d'entrée dans le marché congolais en minimisant les risques et une passerelle pour l'export.

Notre expertise couvre les services ci-après : Informations économiques, Veille Juridique, Accompagnement à la prospection et à l'installation, Formations, Domiciliation, et Business Networking

Depuis 2014 la CCIFC organise la SEMAINE FRANCAISE DE KINSHASA un événement phare qui connaît un énorme succès et qui constitue une vitrine pour les entreprises françaises et congolaises. La septième édition de cet événement est fixée à la fin du premier trimestre de l'année prochaine 2023.

CCI FRANCO CONGOLAISE : Hélène Duffar Champredon: Directrice Générale

407, Avenue Roi Baudouin 1^{er}, Commune de la Gombe/ Kinshasa

Tél : 00243 897 458 535

@: direction@ccife-rdcongo.org Site: www.ccife-rdcongo.org